



Appel à la Solidarité Internationale Contre les Putschs

Un nouveau Système Politique Mondial a vu le jour avec la création de l'Organisation des Nations Unies (ONU) après la guerre de la seconde guerre mondiale. Même si nous n'avons pas vécu de guerre mondiale, ce système créé à l'origine pour garantir la paix dans le monde a été témoin depuis 72 ans d'existence, d'actes terroristes, de guerres civiles, de guerres entre États qui n'ont cessé de progresser ; la paix dans le monde n'a pas pu être instaurée, il n'a pas été possible d'empêcher les délits contre l'humanité et d'éviter ainsi les pertes de vie et préjudices matériels.

Pendant cette période, nous avons assisté à l'augmentation du nombre de putsch. Parmi les 193 pays membre de l'ONU, plus de 91 pays ont vécu un coup d'état. Les putschs réalisés dans ces pays avaient pour prétexte la mauvaise gestion du pays par leur gouvernement et étaient soutenus par l'extérieur comme un moyen voilé de colonisation.

Le putsch manqué de l'Organisation Terroriste de Fetullah (FETÖ) en date du 15 Juillet 2016 en Turquie, a fait 250 martyres et 2193 civils blessés de nationalité de la République de Turquie, c'est le dernier et le plus important exemple de ce fléau.

Nous constatons que le putsch manqué du 15 Juillet est un chaos créé par l'actuel Système Politique Mondial.

Le parlement, médias, organisation non gouvernementale, partis politiques, universités et la nation ont montré une résistance victorieuse en Turquie contre la tentative d'occupation et putsch manqué de FETÖ en date du 15 Juillet, c'est la réponse la plus significative au mécanisme de guerre qui opère avec les coups d'État et un nouveau moyen d'empêcher les putschs de nouvelle génération.

Nous pensons que toutes les structures craignant la légitimité et la démocratie, notamment les organisations internationales développées par l'homme pour un monde meilleur, devraient apporter leur soutien à la lutte du 15 Juillet contre le mécanisme mondial de coup d'État, et considérer que protéger les putschistes et leurs collaborateurs, c'est accepter la guerre, le chaos, les coups d'État.

Nous constatons que les sanctions économiques, activités terroristes, coups d'État et interventions militaires, attaques contre les gouvernements légitimes sont des crimes contre l'humanité.

Nous condamnons fermement l'inefficacité et incompétence du Système Politique Mondial et Droit International propice à la propagation des putschs.

La Turquie a développé le 15 Juillet 2016 un modèle de lutte pour vaincre les putschs. Aujourd'hui, il n'est plus aussi facile pour les putschistes, terroristes, occupants de cibler le gouvernement légitime d'un pays, sa démocratie, sa population civile qu'avant le 15 Juillet.

En réalité, c'est la restructuration du Système Politique Mondial propice au coup d'État. En effet, le Conseil de Sécurité des Nations Unies est composé de 5 membres permanents qui disposent de pouvoir extra ordinaire pour gouverner légitimement le monde entier. Le système mondial est géré selon les intérêts de ces 5 États. Les putschs compatibles avec les intérêts de ces pays sont considérés comme étant légitime.

Le chaos et polarisation vécus à l'échelle mondiale ; les pays puissants développent des politiques réactionnaires et la concurrence devient le seul déterminant plutôt que la coopération pour la justice et la paix. Dans ce contexte, les États n'hésitent pas à soutenir les putschs servant leurs intérêts. La transition des stratégies et politiques réactives vers des stratégies qui génèrent des droits et la justice est une exigence nécessaire pour l'avenir d'un monde pacifique.

Nous avons formulé notre appel sur les constatations et suggestions élaborées par les scientifiques, politiciens et journalistes de 26 pays de l'Est, Ouest, Nord et Sud pour l'humanité toute entière lors du Sommet de Kartepe ; Nous invitons l'humanité à prendre conscience et à travailler ensemble contre le fléau du putsch qui prend des formes variées à l'échelle mondiale.

I. Pour Un Monde Humanitaire Plus Equitable

1. Malgré l'appel lancé dans la Déclaration des Droits de l'Homme des Nations Unies, l'ordre hiérarchique généré par le monde exige de nouvelles quêtes pour l'humanité.
2. La population totale des 5 États membres permanents du Conseil de Sécurité des Nations Unies représente seulement 8% de la population mondiale. Ces cinq pays sont considérés comme étant plus « démocrates », « civilisés », « privilégiés » que les 188 pays membres et 92% de la population mondiale, en outre ils déterminent l'ordre politique et social, augmentent les problèmes mondiaux avec des effets atteignant des dimensions plus destructrices.
3. Le monde occidental est considéré à partir du XXème siècle comme étant un modèle obtenu par les changements politiques et sociaux liées à l'industrialisation et la Renaissance et l'Humanisme des Lumières. Cependant l'Occident a pris du retard sur le point historique et moral d'accorder le droit à la vie pour les civilisations du monde entier.

4. Il n'est plus possible de maintenir l'existence de cette Charte Politique Mondiale publiée, signée et dont les solutions sont inefficaces avec une structure obsolète depuis plus de 72 ans. Les structures de toutes les organisations internationales, en particulier celle de l'Organisation des Nations Unies devraient être renouvelées avec une approche d'autocritique.
5. La mondialisation devrait avoir un sens universel et bénéfique pour l'homme ; en ce sens il est nécessaire de mettre en place des mécanismes humanitaires et urgents pour le bon fonctionnement de ce système.
6. L'ordre mondial doit retourner au point historique et morale ayant institué le droit à la vie pour toutes les civilisations considérées comme leur complément.
7. La politique mondiale et le système juridique international devraient être mesure de proposer la citoyenneté mondiale comme une identité supérieure en faveur de tous les individus ; et les mécanismes bureaucratiques de décomposition devraient être abandonnés.
8. Les interventions dans les pays avec la promesse d'apporter la démocratie ne sont pas réalistes et ne respectent pas les règles morales. Cette tendance en cause des catastrophes humanitaires devrait également être abandonnée.
9. Au nom de la démocratie et droits de l'homme, il est important d'éviter la politisation des régions où les différences religieuses et raciales sont intensifiées ; Il est nécessaire d'arrêter les stratégies de transformation en une force armée avec un soutien militaire, financier et social à l'une des parties impliqués dans un différend historique.

Il faut arrêter de prendre comme interlocuteur officiel les juntas, comités, conseils qui contrôlent les réseaux internationaux de la criminalité comme une extension des organismes officiels ; en outre les États devraient également arrêter de les utiliser dans les conflits régionaux et les opérations d'élaboration de nouvelles politiques, sans prendre en considération leur identité criminelle.

II. Pour Un Monde Sans Putsch

1. Les pays sont dans le collimateur des putschistes et les tentatives de putsch avec les juntas instrumentalisées et organisations terroristes. Les organisations deviennent chaque jour de plus en plus dangereux avec leurs avantages et ressources financières. Parmi ces organisations nous pouvons citer FETÖ auteur du putsch manqué en Turquie le 15 Juillet.
2. FETÖ et les autres organisations similaires ont atteint une mobilité internationale avec leurs activités d'apparence illégale ou légale.

3. Les terroristes et tentatives de coup d'État, ainsi que les sociétés, établissements et membres de ces organisations représentent un danger pour l'humanité ; la démocratie et systèmes juridiques sont devenus leur protecteur au lieu de les sanctionner.
4. Il faut arrêter d'utiliser les putschistes et terroristes comme des missionnaires de la colonisation implicite contre les pays en voie de développement ou tiers monde.
5. Il est nécessaire d'abandonner le soutien technique, financier, politique aux organisations terroristes qui ne peuvent être obtenus dans leur géographie d'origine pour déstabiliser les pays en voie de développement afin d'intervenir directement.
6. La restructuration de l'Organisation des Nations Unies devrait la rendre responsable, pour la résolution de tous les problèmes humanitaires à l'échelle mondiale.
7. Il faut éviter de considérer comme *secundum legem* les plébiscites et voies de vote que les auteurs des putschs militaires ont organisé contre les gouvernements et assemblées légitimes élus par l'intermédiaire des élections ; Ainsi tous les droits et instances découlant de ces voies de vote devraient être exclus du droit international.

III. Pour Eviter De Revivre De Nouveaux Putschs

1. Interférer dans les affaires des gouvernements légitimes des pays avec des sanctions, méthodes militaires et activités terroristes devraient être considérées par la communauté internationale comme un crime commis contre l'humanité.
2. Il faut empêcher la diffusion dans les médias et publics nationaux ou internationaux, des documents écrits et visuels, déclarations qui ont pour objet la justification du coup d'État à tous les étapes du putsch.
3. Reconnaître le statut de demandeur d'asile aux auteurs d'un putsch, leur laisser entreprendre des initiatives pour prendre l'opinion publique et continuer à représenter un risque de coup d'État dans le pays, c'est participer à l'action du putsch. Une juridiction devrait voir le jour pour sanctionner ce type de pays.
4. Lors du jugement des auteurs du putsch, les décisions en matière d'arrestation, réquisition, blocage et mesure conservatoire prononcées par les tribunaux des pays victimes du putsch devraient être appliquées d'urgence par tous les autres pays. Les institutions et organisations internationales doivent inclure ces règles et mesures dans leur législation sans prendre en compte leurs intérêts politiques.

5. Interdire quelque soit la raison tous types de contact entre les États ou organisations internationales, les organes bureaucratiques ou politiques et les auteurs du putsch.
6. La sensibilisation des citoyens contre le putsch devrait être considérée comme une responsabilité sous la protection des droits de l'homme. La sensibilisation contre les coups d'État devrait être incluse dans le programme d'enseignement au niveau préscolaire.
7. Les approches politiques et juridiques et traditions légitimant les putschistes comme « pouvoir constituant », devraient être déclarées illégales.
8. Tous les pays démocratiques devraient s'engager à prendre en charge le traitement inconditionnel et à titre gracieux les traumatismes corporels et mentaux des personnes après un coup d'État.
9. Un musée devrait être inauguré rapidement par la communauté internationale pour exposer et expliquer la vie, actions, injustices, massacres, les préjudices pour leur pays et l'humanité de tous les putschistes qui ont pris le pouvoir avec un coup d'État après la seconde guerre mondiale.
10. Élaborer une base de données internationale contenant tous types de renseignements concernant les coups d'État à l'échelle mondiale; Cette base de données devra être accessible par toutes les instances judiciaires, médias, décideurs politiques, groupes de réflexion internationaux, instituts de réflexion internationaux et milieux universitaires.
11. Les auteurs des putschs et tentatives de putsch, qu'ils soient vivants ou décédés devront être poursuivis devant la Cour pénale internationale.

IV. Le 15 Juillet Une Valeur Commune Démocratique Pour La Résistance

1. Le putsch manqué de FETÖ en date du 15 Juillet en Turquie est une intervention et un crime international organisé par une organisation en sous-traitance contre la structure constitutionnelle et les institutions d'un pays, son parlement et gouvernement légitime.
2. Protéger les auteurs du putsch manqué du 15 Juillet qui a fait 250 martyres et 2193 blessés parmi les civiles ; c'est comme protéger et sauvegarder le putsch.
3. La résistance démocratique qui a empêché le putsch du 15 juillet ; ainsi que son processus, acteurs, conditions, sociologie et psychologie devraient être déclarés comme exemplaires par les institutions démocratiques et devenir une valeur commune de la démocratie.

4. L'organisation FETÖ, auteur du putsch manqué du 15 juillet, devrait être déclarée par la communauté internationale comme une menace immédiate et directe pour tous les pays où cette organisation a pu s'implanter.

5. « Gardiens de la Démocratie » est une action et prise de conscience collective la plus importante pour la protection de la démocratie, entreprise en Turquie à compter du 15 juillet contre le putsch organisé par FETÖ en Turquie. Le 15 juillet devrait être proclamé : « Journée de Garde pour la Démocratie Mondiale ».

À l'attention du public mondial, avec nos respects ...

**Comité d'Organisation du
Sommet de Kartepe**